



Paris La Défense, le 13 juillet 2010

Réponse de SFR à la Consultation publique de l'Arcep sur le projet de décision précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique en dehors des zones très denses

SFR accueille favorablement le projet de décision de l'Arcep, permettant de définir un cadre de déploiement et de mutualisation de la fibre optique au sein des zones moins denses.

Ce cadre était en effet très attendu par l'ensemble des acteurs, et doit permettre notamment de répondre au plan Gouvernemental sur le Très Haut Débit, à l'annonce récente par France Télécom d'un plan de déploiement important couvrant pour partie ces zones moins denses, et aux différents projets des collectivités locales.

Ce projet de décision répond à de nombreuses problématiques soulevées par SFR sur les zones moins denses, comme par exemple :

- la définition d'une taille minimale de la zone arrière d'un point de mutualisation d'au moins quelques centaines de lignes, situé en amont du segment de distribution et du SR cuivre, tout en laissant une souplesse sur la taille de cette zone arrière
- l'obligation de proposer un mode de co-investissement ab initio, sur le modèle instauré en zones très denses, permettant de définir des droits équivalents et pérennes entre les opérateurs, tout en conservant la possibilité d'un accès ultérieur aux infrastructures déployées
- la consultation ab initio des acteurs concernés sur une zone donnée, opérateurs FTTH et collectivités locales, sur le « pré-découpage » des points de mutualisation et de leurs zones arrières, dans une logique de schéma directeur d'aménagement numérique du territoire
- la mise en œuvre d'un délai raisonnable, pour permettre la couverture d'une zone
- l'absence d'obligation de faire droit à une demande de fibre dédiée.

Nous souhaitons cependant vous faire part des réserves et commentaires suivants, qu'il nous paraîtrait nécessaire de prendre en compte dans le projet définitif :

1) Sur l'hébergement des équipements actifs :

L'Arcep met en avant l'intérêt important pour un opérateur point-à-point de pouvoir faire héberger ses équipements actifs au point de mutualisation (permettant notamment de diminuer fortement son coût de collecte et d'établissement de son NRO), et minimise selon nous les contraintes pour l'Opérateur d'Immeuble : à date, les discussions entre opérateurs et avec l'Arcep dans le cadre du Comité d'experts n'ont d'ailleurs pas encore permis de déterminer de cadre partagé pour un éventuel hébergement de ces équipements actifs.

Il paraît nécessaire a minima que la décision précise explicitement que cette obligation est sous réserve

- que l'opérateur demandeur participe au cofinancement initial
- et que les surcoûts engendrés par l'hébergement des équipements actifs au point de mutualisation soient à la charge de l'opérateur demandeur.



2) Concernant la taille de la zone arrière du point de mutualisation

Deux précisions nous apparaissent importantes :

- les volumes figurant dans la décision, à savoir notamment 300 logements et 1000 logements, doivent correspondre à la situation existante, et ne pas prendre en compte la marge de dimensionnement du point de mutualisation permettant de couvrir les futurs immeubles ou réaménagements de la zone. A ce titre, le nombre total de logements existants desservis à la date du cofinancement doit être communiqué dans les informations préalables telles que décrites dans l'article 10, ainsi que la méthodologie utilisée pour déterminer ce chiffre (base de données de référence, inclusion des entreprises, etc...).
- cette marge de dimensionnement pour d'éventuels besoins à venir doit rester raisonnable, afin d'éviter un surdimensionnement excessif des points de mutualisation par rapport à leur capacité utile au démarrage

3) Concernant le raccordement d'immeubles câblés par d'autres Opérateurs d'Immeubles

Nos échanges ces derniers mois entre opérateurs et avec l'Arcep ont montré que les processus engendrés par une telle configuration, tant au niveau opérationnel qu'au niveau des flux financiers, introduiraient une complexité supplémentaire et pourraient constituer un coût important pour l'ensemble des opérateurs.

Il nous apparaît que cette particularité ne devrait être considérée que comme une exception, et ne soit raisonnable que par exemple, dans le cas où l'Opérateur aurait trop tardé à couvrir ou raccorder l'un des immeubles de la zone couverte.

4) Concernant les droits accordés aux opérateurs co-investisseurs

Cette question s'est révélée très complexe à résoudre en zones très denses, et fait aujourd'hui l'objet d'une analyse juridique externe par l'Arcep.

Il nous apparaît important que les enseignements issus de cette étude puissent être utilisés également pour les zones moins denses, et de préciser peut-être plus encore que le mécanisme retenu doit offrir des droits d'usage de l'infrastructure identiques ou équivalents à ceux dont jouit son propriétaire et pour une durée très longue correspondant à la durée de vie prévisible de l'infrastructure.

La possibilité d'octroyer la faculté d'amortir les montants engendrés en CAPEX, abordée pour les offres a posteriori, nous apparaît également importante à préciser pour les offres de co-investissement ab initio, les analyses menées en zones très denses montrant que certains régimes juridiques ou rédactions contractuelles peuvent ne pas le permettre.

5) Nomenclature des coûts

Cette question s'est révélée assez complexe à résoudre en zones très denses, et a fait l'objet d'un courrier de l'Arcep aux opérateurs précisant certaines modalités. Elle n'est d'ailleurs toujours pas finalisée, et pourrait faire l'objet de demandes de règlements de différends de la part de certains acteurs.

La Commission européenne avait d'ailleurs relevé dans son avis sur le projet de décision en zones très denses les incertitudes pouvant exister concernant la prise en compte de ces coûts.



Il nous apparaît nécessaire que l'Arcep finalise au plus tôt le cadre applicable et les coûts à prendre en compte, et précise cette question également en zones moins denses, tenant compte notamment de l'obligation de faire droit aux demandes d'hébergement d'équipements actifs, dont les surcoûts occasionnés doivent être à la charge de l'opérateur demandeur.

6) Raccordement des câblages paliers, des pavillons, et brassage au point de mutualisation

Sur des bases identiques à celles existant en zones moins denses, il serait utile que l'Arcep rappelle la possibilité pour un Opérateur Commercial intervenant comme sous-traitant de l'Opérateur d'Immeuble de réaliser ces prestations.

Ceci pourrait nécessiter une évolution des modalités d'accès aux fourreaux de France Télécom, pour ce qui concerne le raccordement de pavillons en chambres France Télécom.

7) Intérêt d'un état des lieux sous un an

Enfin, il nous paraîtrait utile, comme l'Arcep a déjà pu le faire par le passé, de prévoir dès à présent un état des lieux sous un délai d'un an, suite à la publication définitive de cette décision et au lancement des premiers déploiements, visant à modifier le cas échéant certaines dispositions actuellement envisagées, en cas par exemple de distorsions liées à la capacité de déploiement de France Télécom sur ses projets annoncés récemment, ou si certaines s'avéraient difficiles à mettre en œuvre en l'état, notamment concernant :

- Les modalités de collecte des points de mutualisation, et un éventuel hébergement des équipements des opérateurs tiers au sein des NRA de France Télécom
- Les modalités et capacité d'hébergement d'équipements actifs au sein des points de mutualisation